



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire

Chartres, le 26 octobre 2018

Unité Départementale d'Eure-et-Loir

**Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
à  
Madame la Préfète d'Eure-et-Loir – BPE**

**Pour présentation au  
Conseil départemental de l'environnement  
et des risques sanitaires et technologiques**

INSTALLATIONS CLASSÉES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Demande de renouvellement d'agrément pour l'exploitation d'un centre VHU  
Société MENUT  
N° ICPE 100.00351**

**Commune de Chartres**

Par bordereau du 27 mai 2018, madame la préfète d'Eure-et-Loir a transmis à l'inspection des installations classées, la demande de renouvellement d'agrément pour la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (« centre VHU ») présentée par la société MENUT située 9 rue René Cassin à Chartres.

## **1. CADRE REGLEMENTAIRE**

### **a) Dispositif de traitement des VHU**

Le Code de l'environnement introduit le cadre réglementaire pour l'élimination des véhicules hors d'usage (VHU). Ses articles R. 543-161 et R. 543-162 prévoient que les exploitants des installations d'élimination des VHU (« Centre VHU » et broyeurs) doivent être titulaires d'un agrément préfectoral. Les véhicules hors d'usage ne peuvent être remis par leurs détenteurs qu'à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162.

De même, les opérateurs agréés ne doivent pas prendre en charge des VHU qui seraient confiés par des opérateurs non agréés autres que particuliers propriétaires et professionnels de l'automobile : garages et concessions automobiles, compagnies d'assurances, fourrières.

L'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage décrit les conditions d'obtention et d'application de l'agrément VHU.

### **b) Agrément des opérateurs**

L'agrément est délivré, suspendu et retiré selon les modalités des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement. Pour les installations existantes et autorisées, l'agrément est accordé par arrêté préfectoral complémentaire pour une durée maximale de 6 ans, renouvelable.

Dans le cadre de renouvellement d'agrément, la procédure d'agrément est identique à celle de la demande initiale. Le dossier de renouvellement d'agrément doit comporter l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Les opérateurs agréés devront faire réaliser un contrôle annuel de leurs installations par un organisme qualifié.

## **2. PRESENTATION DE L'ETABLISSEMENT**

La société MENUT située 9 rue René Cassin, à Chartres, exploite une installation de stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

Elle est autorisée à exploiter ces installations par arrêté préfectoral du 30 novembre 1982, sous la rubrique 286 de la nomenclature des installations classées, délivré au nom de la société ROCADE OCCASE, pour une superficie de 5 000 m<sup>2</sup> et par arrêté préfectoral complémentaire du 24 juillet 2006.

Un récépissé du 2 octobre 2003 prend acte de la déclaration de changement d'exploitant du 22 septembre 2003 au profit de la société ETABLISSEMENTS J. MENUT.

L'exploitant sollicite un renouvellement de l'agrément « centre VHU » précédemment obtenu le 24 juillet 2006 et renouvelé par arrêté préfectoral complémentaire du 19 décembre 2012.

Le Centre VHU est agréé jusqu'au 19 décembre 2018.

## **3. INSTRUCTION DE LA DEMANDE**

### **a) Éléments des articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement**

Le dossier présenté contient les informations exigées par les articles R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement : nature et origine des déchets qui peuvent être traités, quantités maximales admises et conditions de leur élimination.

Le Centre VHU est autorisé à traiter 6 000 véhicules hors d'usage par an.

Les VHU dépollués sont expédiés après traitement chez un broyeur agréé.

#### **b) Engagement de respecter le cahier des charges**

Le pétitionnaire s'est engagé à respecter le cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

#### **c) Conformité de l'installation**

Le dossier contient le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément par l'organisme BUREAU VERITAS accrédité selon le référentiel ISO 14 001, prévu à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

Le rapport d'évaluation, établi suite à la visite du 11 juillet 2018, conclut à la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 en indiquant cependant l'absence de certificats CERFA n°15776 et que sur la déclaration ADEME, la différence de poids entre les platins stockés et ceux remis au broyeur est trop importante.

L'exploitant indique que le CERFA n°15776 correspond à un certificat de cession de véhicules et non un certificat de destruction (qui est le CERFA n°14365). Le CERFA n°15776 était utilisé précédemment avant l'apparition du CERFA n°14365. Aujourd'hui l'exploitant ne transmet que des CERFA n°14365 aux propriétaires des véhicules.

Enfin, l'exploitant indique que lors de la déclaration annuelle, l'ADEME demande que le poids des carcasses des VHU soit corrigé pour correspondre aux poids de carcasses sans les matières non-métalliques ce qui implique une différence de poids entre les platins stockés déclaré et ceux remis réellement au broyeur.

#### **d) Justification des capacités techniques et financières du demandeur**

Le dossier contient la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté.

L'exploitant dispose d'un atelier de dépollution des VHU sur rétention. Les opérations de retrait des fluides frigorigènes sont réalisées par du personnel disposant d'une aptitude de catégorie V et la société bénéficie d'une attestation de capacité de catégorie V pour cette activité.

#### **e) Dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation**

Le dossier contient la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU.

L'exploitant procède au démontage des pneumatiques, des métaux ferreux et non ferreux et plastiques. L'exploitant s'engage à respecter les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 11° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé et les taux de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation imposés au 12° du cahier des charges annexé à l'arrêté du 2 mai 2012 susvisé.

### **4. PRESCRIPTIONS**

Le projet d'arrêté préfectoral ci-joint propose de renouveler l'agrément n° PR28 00004 D de la société pour 6 ans à compter de la date de notification de l'arrêté préfectoral complémentaire.

## 5. CONCLUSION ET PROPOSITIONS

Considérant :

- que le dossier contient l'ensemble des éléments demandés à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 ;
- qu'en particulier le pétitionnaire s'est engagé à continuer à respecter le cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de cet arrêté ;
- que le rapport de visite du 11 juillet 2018 par l'organisme BUREAU VERITAS conclut à la conformité des installations aux dispositions du cahier des charges « Centre VHU » défini en annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 sauf pour deux points qui seront inspectés par la l'inspection des installations classées lors du prochain contrôle ;
- que la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté a été apportée par le pétitionnaire ;
- que le pétitionnaire a fourni la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I lorsqu'il s'agit d'un centre VHU ;

L'inspection des installations classées propose aux membres du CODERST de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément « centre VHU » présentée par la société.